

LA CRISE DES SOCIÉTÉS IMPÉRIALES

CHRISTOPHE CHARLE

LA CRISE
DES SOCIÉTÉS
IMPÉRIALES

Allemagne, France, Grande-Bretagne
(1900-1940)

Essai d'histoire sociale comparée

ÉDITIONS DU SEUIL
27, rue Jacob, Paris VI^e

CE LIVRE EST PUBLIÉ DANS LA COLLECTION
L'UNIVERS HISTORIQUE

ISBN 2-02-026183-9

© Éditions du Seuil, mars 2001

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

Avertissement

Le présent ouvrage se situe au point de rencontre de trois préoccupations qui s'exprimaient auparavant dans des publications de type différent. La première est une réflexion sur les difficultés actuelles de l'histoire contemporaine et en particulier de l'histoire sociale¹. La deuxième tient à la nécessité de faire passer auprès d'un public, plus large que celui des historiens professionnels, les problématiques de la recherche non seulement française mais surtout des historiographies voisines, mal connues en dehors des spécialistes, en raison d'un découpage trop national des objets de recherche². Enfin, précisément pour échapper au cadre national, la dernière est de tenter à nouveau une démarche comparative³.

Les difficultés de l'histoire sociale contemporaine

Dans sa définition française actuelle (depuis la Révolution française), l'histoire contemporaine est en passe de perdre sa cohérence, à mesure que le recul du temps change notre rapport aux deux siècles qui la composent. D'ici quelques années, le XIX^e siècle se

1. Cf. C. Charle (éd.), *Histoire sociale, histoire globale ?*, actes du colloque de l'IHMC, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1993.

2. Cf. C. Charle, *Histoire sociale de la France au XIX^e siècle*, Paris, Le Seuil, « Points Histoire », 1991, et (avec J. Verger) *Histoire des universités*, Paris, PUF, « Que sais-je ? », 1994.

3. Cf. C. Charle, *Les Intellectuels en Europe au XIX^e siècle*, essai d'histoire comparée, Paris, Le Seuil, 1996.

trouvera pour nous dans la situation du XVII^e siècle pour les hommes du XIX^e siècle ou de ce qu'était, jusqu'à présent, le XVIII^e siècle. Inversement, le XX^e siècle, défini sommairement comme « notre » temps, le sera encore quelques décennies pour les générations qui l'ont connu au quotidien. En revanche, pour les étudiants en histoire qui le découvrent ou le découvriront, il apparaît déjà presque aussi étranger, pour sa plus grande partie, que l'était, pour ma génération, le XIX^e siècle. Ce changement de regard produit par l'épaississement temporel a commencé à être pris en compte avec la distinction, en termes de recherche, entre l'histoire contemporaine et l'histoire du temps présent, voire entre le « premier XX^e siècle » et le « second XX^e siècle ». Cependant, ces nouveaux découpages, en passe d'être institutionnalisés (à travers notamment les programmes de l'enseignement secondaire), restent fondés sur une conception de l'histoire des plus classiques qui utilise des dates symboliques liées aux échéances guerrières et politiques. Cette tyrannie du politique sur l'histoire contemporaine n'est ni nouvelle ni originale. On la retrouve à l'œuvre dans la première historiographie universitaire qui a traité du XIX^e siècle, avant que les historiens des années cinquante et soixante n'y appliquent les questionnaires d'histoire sociale déjà dominants pour l'époque moderne. Le recul temporel évoqué plus haut et l'objectivité de fait, née de la disparition progressive des témoins ou des acteurs, justifient qu'on anticipe un peu la tendance en risquant le pari d'une histoire sociale là où dominent encore trop souvent, même quand la préoccupation structurelle existe, des questionnaires largement dérivés d'une vision politique de l'histoire.

Sans doute, et l'analogie avec le processus de transformation de l'histoire du XIX^e siècle rencontre ici ses limites, l'historien de la société n'occupe pas seul ce terrain, comme il pouvait le faire quand il traitait du siècle précédent. Les autres sciences sociales (ethnologie, géographie humaine, sociologie, science politique) ont largement exploré des pans entiers de l'histoire sociale laissés en déshérence par une historiographie à dominante politique. Mais, malgré leur sophistication grandissante et la masse documentaire irremplaçable qu'elles apportent aux historiens présents ou futurs, leurs enquêtes obéissent, le plus souvent, à une logique présentiste et sont en général dérivées, même les plus universitaires d'entre elles, des problématiques idéologiques ou politiques dominantes au moment

de leur conception, au point de devenir des armes dans le combat sur les représentations du monde social ou des éléments de la nouvelle *doxa* d'une conjoncture donnée. Ici encore, la comparaison avec le XIX^e siècle devient éclairante.

À la fin de celui-ci, en liaison avec le perfectionnement des outils statistiques et l'autonomisation des sciences sociales, se sont multipliées les premières enquêtes sociologiques, largement utilisées encore aujourd'hui par les historiens. Mais ceux-ci ont appris à leur appliquer un regard distancié et critique pour déceler ce qui dans les résultats ou les questions est faussé par la posture de l'acteur engagé dans les débats socio-politiques du temps⁴. Malgré les progrès considérables des enquêtes sociales contemporaines, l'historien social qui travaille à la fin de ce siècle se doit, lui aussi, d'historiciser les résultats des disciplines voisines, en tenant compte de l'histoire de leurs conditions de production.

Il se heurte cependant alors aux divergences de paradigmes qui traversent tous ces travaux de sciences sociales, divergences entre écoles nationales et même entre théories au sein d'un même espace intellectuel. Au nom de quel privilège l'historien peut-il prétendre synthétiser ou trancher entre les interprétations divergentes ? C'est sans doute ici que le regard comparatif peut venir en aide. Il ne s'agit pas de réduire au plus petit commun dénominateur chaque cas national, comme le font les théories trop globales de la « modernisation », de la société industrielle, de la professionnalisation ou de la théorie des systèmes, mais de tester dans une perspective européenne des schémas d'explication tirés des sciences sociales qu'une vision trop nationale a tendance à nous faire considérer comme universels⁵.

4. Cf. A. Savoye, *Les Débuts de la sociologie empirique*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1994, à propos des enquêtes de Le Play et de ses élèves ou d'enquêtes étrangères similaires.

5. Cf. H.-G. Haupt, J. Kocka (éd.), *Geschichte und Vergleich. Ansätze und Ergebnisse international vergleichender Geschichtsschreibung*, Francfort-sur-le-Main, New York, Campus, 1996 ; H. Kaelble, J. Schriewer (éd.), *Diskurse und Entwicklungspfade. Der Gesellschaftsvergleich in den Geschichts- und Sozialwissenschaften*, Francfort-sur-le-Main, New York, Campus, 1999 ; H. Kaelble, *Der historische Vergleich. Eine Einführung zum 19. und 20. Jahrhundert*, Francfort-sur-le-Main, New York, Campus, 1999.

Le siècle de l'incomparable ?

Dans la mémoire des hommes, du moins pour ceux qui adoptent la vision européocentrique dominante, le XIX^e siècle est resté le siècle du progrès⁶. Le premier XX^e siècle a été déjà classé (depuis pratiquement ses premières décennies : dès la fin de la Première Guerre mondiale, et *a fortiori* à l'issue de la Seconde) comme celui des catastrophes et des régressions barbares, voire du « déclin » occidental. Le contraste est d'autant plus mis en avant que ceux qui ont opéré cette comparaison, implicite ou explicite, entre les deux derniers siècles étaient très profondément imprégnés des valeurs du XIX^e, voire du XVIII^e siècle. Que l'on songe aux philosophes de l'école de Francfort, héritiers du marxisme et de l'*Aufklärung*, aux premiers historiens ou sociologues allemands du nazisme, souvent ses premières victimes en tant qu'opposants de gauche, juifs exilés, émigrés ou persécutés tenants des Lumières, des idées de 1789 ou du socialisme démocratique. En France et en Grande-Bretagne, pour s'en tenir aux pays que l'on comparera dans ce livre, la rupture historique entre les deux siècles apparaît moins brutale et l'irruption de l'incompréhensible moins obsédante. Pourtant, il est clair qu'une grande partie des historiographies anglaise et française repose également sur des problématiques où s'opère, plus ou moins consciemment, une comparaison entre les deux siècles. En témoignent le débat sur le déclin anglais (déclin par rapport à la surpuissance du XIX^e siècle de « l'atelier du monde ») et celui, français, sur la stagnation de l'entre-deux-guerres et la défaite de 1940, voire, depuis quelques années, les interrogations sur les fragilités du modèle républicain à l'aune du « syndrome de Vichy » (H. Rousso).

6. Si l'on adoptait le point de vue des dominés (celui des peuples colonisés, des groupes victimes des changements, des femmes, des migrants et des exclus), il pourrait être aussi justement qualifié de siècle de la régression : perte de l'indépendance pour les trois quarts de la planète, prolétarianisation des ruraux, déracinement des peuples transplantés dans le Nouveau Monde, génocide des peuples des civilisations anciennes d'Amérique et, en partie, d'Afrique et d'Océanie, première mise en place par les Européens d'une domination politique, fondée sur le préjugé de l'inégalité des races, coupure politique entre les sexes renforçant la domination masculine traditionnelle, etc.

En sens inverse, toutes les tentatives, plus ou moins heureuses, de remise en cause de cette historiographie en procès permanent tournent au débat politique et philosophique où les historiens sont souvent instrumentalisés par d'autres. Il est vrai que la plupart de ceux qui ont prêté la main à ces entreprises n'avaient pas des arrière-pensées toujours avouables comme en témoigne l'*Historikerstreit* allemand de 1986-1987⁷. On voit mieux, avec le recul, qu'il a grandement facilité le retour d'un discours national allemand décomplexé depuis la réunification, même si les forces pacifiques restent puissantes et vigilantes face au nationalisme extrémiste bien plus virulent en France ou même en Grande-Bretagne. On comprend mieux également pourquoi le thatchérisme, malgré la régression sociale qu'il a représentée pour la majorité des Britanniques, a pu séduire aussi longtemps en réactivant le vieux chauvinisme anglais du XIX^e siècle au service du mythe du retour à la puissance par la réinstallation du modèle libéral pur. Selon l'article de foi des « évangélistes du marché » (Keith Dixon)⁸, il était le vrai fondement de cette grandeur britannique perdue prétendument par la faute de l'État Providence.

J'essaierai d'éviter ce type de comparaison transhistorique fondée implicitement sur une thèse politique ou idéologique comme dans les exemples cités. Il s'agit au contraire de s'aider de la comparaison pour tenter de sortir de ces débats interminables et indécidables hors des préférences politiques de chacun. Ce parti peut évidemment choquer ceux que le XX^e siècle a marqués au plus profond de leur existence, eux ou leurs proches, et qui reste de ce fait une sorte d'éternel présent. Pour ces garants de la mémoire, la mise à distance et l'historicisation d'une certaine histoire académique participent des mêmes erreurs, l'insensibilité, la cécité ou la relativisation oubliée. L'auteur de ces lignes, même s'il a eu la chance en raison de sa date de naissance, de vivre pendant la partie la moins dramatique du dernier siècle, n'est pas non plus coupé par le souvenir des drames de celui-ci, son père, son beau-père et ses grands-pères ayant participé, avec

7. Cf. *Devant l'histoire*, les documents sur la « querelle des historiens » (éd. allemande, Munich, Piper, 1987), trad. française, Paris, Cerf, 1988.

8. K. Dixon, *Les Évangélistes du marché*, Paris, Liber Raisons d'agir, diffusion Seuil, 1998.

des millions d'autres, aux deux guerres mondiales et l'un d'eux y ayant même laissé la vie. L'historien social ne pourrait rien comprendre à son objet sans un certain nombre de ces expériences directes ou indirectes (il est même probable qu'elles fondent la « vocation » d'historien). Mais il ne doit pas pour autant n'être que l'enregistreur des multiples mémoires et des traumatismes des générations successives du xx^e siècle.

Quand il est français, comme c'est le cas ici, l'historien doit s'efforcer aussi de sortir de la seule logique intellectuelle particulière à sa nationalité et de la culture spécifique qui l'informe, surtout s'il veut rendre compte des sociétés voisines et, qu'il le veuille ou non, pour la période considérée, rivales ou antagonistes de la sienne. Comment y parvenir sans la comparaison, prise comme un outil d'auto-analyse de ses propres préjugés ? Inversement, son extra-territorialité par rapport aux deux autres nations peut lui permettre d'apporter un autre éclairage aux débats internes des pays voisins. Sans doute, partage-t-il les limites de l'information liées à son moment historique et à sa propre position au sein des institutions universitaires de l'Europe occidentale. La science historique, telle que nous la connaissons, aura franchi une nouvelle étape quand elle ne sera plus seulement l'apanage du pôle dominant de la société mondiale. Or, l'histoire sociale comparée de l'Europe contemporaine est essentiellement écrite par les historiens et les spécialistes de sciences sociales américains, plus rarement par le petit groupe des comparatistes européens⁹. Elle ne sera vraiment devenue une histoire distanciée que lorsqu'elle sera l'objet d'une analyse scientifique émanant d'historiens d'autres parties du monde. Ce propos pour l'instant utopique¹⁰, étant donné les relations de domination intellectuelle prévalant dans les sciences sociales à l'échelle mondiale, peut faire comprendre quel peut être le sens profond d'une

9. Le bilan bibliographique commenté d'Hartmut Kaelble, « La recherche européenne en histoire sociale », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 106-107, mars 1995, p. 67-79, met bien en évidence ces déséquilibres nationaux dans la pratique de l'histoire comparative.

10. Sur les ravages de l'eurocentrisme et le repli frileux de l'historiographie française, voir C. Coquery-Vidrovitch, « Plaidoyer pour l'histoire du monde dans l'université française », *Vingtième siècle, revue d'histoire*, n° 61, janvier-mars 1999, p. 111-125.

démarche comparative sur des objets qui, apparemment, s'y prêtent si mal pour les raisons évoquées plus haut : être un premier pas en vue de changer notre propre regard sur nous-mêmes.

Comment comparer ?

Même avec cette perspective large, les difficultés de la comparaison demeurent. Pour des objets historiques aussi massifs, il existe en effet plusieurs modes possibles de comparaison.

Le premier mode, longtemps et encore dominant, est le mode statistique. On l'utilisera quand ce sera possible et nécessaire, pour sa commodité synthétique, malgré deux inconvénients majeurs. Le premier est de faire dépendre des grands indicateurs statistiques élaborés par les administrations dans chaque société nationale : souvent en retard sur les évolutions, ils obéissent à des classements qui changent au cours du temps et sont rarement compatibles d'un pays à l'autre. Le second défaut de la comparaison statistique découle du premier : elle impose la vision macrosociale de l'État liée à son souci de gestion globale des populations classables. Or, avec la complexification des structures et des rôles sociaux, plus on avance dans le temps, plus ces cadres de classement laissent échapper ce qui permettrait de mieux comprendre les dynamiques fines et les spécificités explicatives de chaque société. Si cette approche est un préalable à une comparaison, elle se heurte également à des limites historiques : pendant les périodes de rupture, souvent les plus intéressantes et révélatrices, les indicateurs sont absents et beaucoup de données sociales ne sont pas quantifiables (formes de la vie privée, pratiques culturelles, statuts, représentations). Enfin la signification d'un même indice statistique est variable selon les contextes et les lieux, ce qui rend l'interprétation d'autant plus difficile quand on multiplie les cas.

Pour sortir de ces pièges, l'histoire sociale la plus récente, notamment pour le XIX^e siècle, mais de plus en plus aussi pour le XX^e siècle, a multiplié les recherches à un niveau microhistorique, afin de saisir les phénomènes qui échappaient au mode statistique ou macrohistorique. Cette orientation pose un double problème à toute tentative de

synthèse comparative. Si ces micro-objets échappent à l'*a priori* du découpage national, caractéristique de l'approche statistique globale, ils lui restent indirectement liés dans la mesure où les projets de recherche de ce type contestent presque tous les thèses (nationales) dominantes¹¹. La comparaison transnationale se retrouve ainsi en porte-à-faux pour y réinsérer des analyses au second degré à petite échelle. C'est pourquoi ne pourra être mobilisée, malheureusement, qu'une petite fraction de ces travaux, ceux qui gardent un souci de perspective plus générale.

Le troisième problème que rencontre une comparaison sur trois pays pour une période allant de 1900 à 1940 est de trancher l'alternative entre démarche synchronique et diachronique, conjonctures et structures, tableaux et moments critiques. Tout au long de ce livre, on tâchera de combiner comparaisons périodisées et structurées, de faire alterner des chapitres spécifiques sur chaque société et des tableaux globaux synthétiques, ou encore de convoquer, à propos de telle question, des éléments d'analyse comparative sur les autres cas pour leur donner une valeur plus probante.

La question générale qui se trouve à l'arrière-plan de ces modes de présentation différents reste cependant la même : comment et pourquoi les trois sociétés considérées ont-elles réagi différemment face à des conjonctures similaires ? Ceci explique que j'ai opté pour un plan articulé en fonction des coupures majeures que sont les guerres et les crises économiques sociales ou politiques. Il reste à justifier l'essentiel, le choix des pays comparés, la thèse défendue et le titre de l'ouvrage. Ce sera l'objet de l'introduction.

11. On pourrait prendre ici de nombreux exemples pour illustrer cette affirmation schématique depuis l'histoire du quotidien allemande dirigée contre l'histoire sociale structurale des années soixante-soixante-dix (cf. C. Lipp, « Histoire sociale et *Alltagsgeschichte* », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 106-107, mars 1995, p. 53-66, et A. Lütke [dir.], *L'histoire du quotidien*, trad. française, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1994) jusqu'à l'histoire des femmes ou des minorités, opposées à l'histoire des seuls hommes, des institutions ou des dominants qui a longtemps formé le gros de l'histoire sociale classique (cf., en dernier lieu, A.-M. Sohn, F. Thélamon [dir.], *L'Histoire sans les femmes est-elle possible ?*, Paris, Perrin, 1998, et F. Thébaud, *Écrire l'histoire des femmes*, Paris, Presses de l'ENS Fontenay-Saint-Cloud, 1998 ; A. Gueslin, D. Kalifa [dir.], *Les Exclus en Europe [1830-1930]*, Paris, Éd. de l'Atelier, 1999).

Introduction

Ainsi, les trois plus grands peuples d'Occident, les gardiens de la civilisation, s'acharnent à leur ruine et appellent à la rescousse les Cosaques, les Turcs, les Japonais, les Cinghalais, les Soudanais, les Sénégalais, les Marocains, les Égyptiens, les Sikhs et les Cipayes, les barbares du pôle et ceux de l'équateur, les âmes et les peaux de toutes les couleurs¹.

Daté du 15 septembre 1914, ce passage d'*Au-dessus de la mêlée* de Romain Rolland, malgré sa grandiloquence et ses termes connotés, posait l'énigme historique fondatrice qu'Eric Hobsbawm a résolue en qualifiant le « court xx^e siècle » d'« âge des extrêmes ». Chez le disciple français de Tolstoï et de Gandhi, comme chez celui anglais de Marx, la question fondamentale reste la même : pourquoi l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne en sont-elles arrivées à ces extrêmes ? Elle nous renvoie à l'étude de la période immédiatement antérieure, celle qu'Hobsbawm avait définie comme « l'ère des Empires² ». Déjà Romain Rolland mettait lui aussi en cause « ce monstre à cent têtes qui se nomme l'impérialisme », non au sens que Lénine lui donnera deux ans plus tard, mais en un sens générique : « Cette volonté d'orgueil et de domination, qui veut tout absorber, ou soumettre, ou briser, qui ne tolère point de grandeur libre hors d'elle³. »

1. R. Rolland, *Au-dessus de la mêlée*, Paris, s. éd., 1915, p. 12.

2. E. Hobsbawm, *L'Âge des extrêmes. Histoire du court xx^e siècle*, trad. française, Bruxelles, Complexe, *Le Monde diplomatique*, 1999 (édition originale 1994), et *L'Ère des Empires*, trad. française, Paris, Fayard, 1989.

3. R. Rolland, *op. cit.*, p. 17.

Les sociétés impériales

En fait, avec leurs équivoques nées de leurs multiples usages, ces termes, empires, impérialisme, fournissent des clés insuffisantes car ils masquent les différences profondes entre les sociétés qui s'affrontent en 1914 et simplifient donc les fondements sociaux et culturels d'une guerre sans précédent. Si le début de l'ère des catastrophes a bien coïncidé avec le choc des empires, ce contexte ne fournit pas, comme l'affirme Hobsbawm, une explication suffisante puisque d'autres affrontements de ce type n'ont pas conduit à cette montée aux extrêmes. Celle-ci n'a été possible qu'en raison d'une sacralisation de la nation et de la mise à son service de toutes les forces matérielles, sociales et culturelles dans les trois principaux pays européens, responsables du passage d'un conflit limité aux vieux empires à un conflit européen puis mondial.

On les appellera ici les sociétés impériales. Cette notion permet d'introduire une distinction interne dans l'ensemble hétérogène des empires dont les coalitions affrontées en 1914 ont déclenché cet âge des extrêmes, phénomène sans équivalent pour les empires antérieurs. Seules répondent pleinement à la notion de société impériale, la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Assez proches par la population et par la taille⁴ ou par le poids économique, ces trois pays

4. En 1900, le Reich allemand couvrait 541 000 km², la France 536 000, la Grande-Bretagne, 314 000. Leurs empires coloniaux couvraient respectivement 2 577 000, 10 901 000 et 26 724 000 km² (*Album de statistique graphique*, Paris, Imprimerie nationale, 1906, graphique 44). Voici le tableau de l'évolution de la population des trois pays au cours du demi-siècle (en millions) :

	France	Allemagne ou RFA	Grande-Bretagne
1911	41,4	1910 64,9	1910 40,8
1936	41,5	1933 65,2	1931 44,8
1954	42,7	1950 50,8	1951 48,9

Chiffres approximatifs étant donné les variations de frontière entre le début et la fin de la période. L'Irlande n'a pas été prise en compte dans l'étude sociale du Royaume-Uni même avant son indépendance ; c'est pourquoi on emploiera, malgré l'incorrection relative, indifféremment et pour éviter une trop grande monotonie, Grande-Bretagne et Royaume-Uni afin de nommer l'espace géographique de la société de la plus grande des îles britanniques. Le terme Angleterre en revanche, souvent utilisé, y compris par les Britanniques, comme équivalent

figurent dans les quatre ou cinq plus riches du monde tout au long de la période envisagée, dominent la scène diplomatique européenne, avant comme après 1914, et constituent l'épicentre de l'innovation culturelle occidentale depuis au moins le XVII^e siècle.

Au-delà de leurs traits morphologiques communs, ces sociétés sont impériales en ce qu'elles exercent une double domination : territoriale (sur des colonies et/ou sur des régions allophones ou allogènes intégrées dans leurs frontières), atout partagé avec les autres empires, et surtout culturelle, avantage qui leur est propre, grâce à une culture universalisable et à une langue d'usage international. Aux XVI^e-XVII^e siècles, l'Espagne a détenu également ce double empire, mais elle a perdu définitivement le reste de ses colonies asiatiques et américaines en 1898, tandis que l'Amérique latine se tournait vers la France comme modèle culturel de substitution dans la seconde moitié du XIX^e siècle⁵. Récemment unifiée, l'Italie a gardé la nostalgie de son empire culturel de la Renaissance ou de son empire politique de l'époque romaine et aspire à les reconstituer (ce sera l'une des ambitions du fascisme de renouer avec ce passé mythifié). Mais elle ne dispose pas, en début de période, des moyens de ces aspirations comme l'indiquent son échec à Adoua en 1896 et ses hésitations lors de son entrée en guerre pour choisir un camp.

Ce qui distingue aussi ces trois sociétés impériales des trois autres empires existant avant 1914 ou de l'Espagne et de l'Italie, c'est que la très grande majorité de leur population métropolitaine partage un idéal national fondé sur une langue et une culture communes transmises par un système scolaire universel⁶. Il en va tout différemment pour les trois autres empires continentaux, l'Autriche-Hongrie,

des deux mots précédents, désignera uniquement le sous-ensemble régional excluant le pays de Galles et l'Écosse.

5. Sur ce point, cf. D. Rolland, *La Crise du modèle français. Marianne et l'Amérique latine, culture politique et identité*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2000.

6. Il s'agit ici d'une formulation sommaire qui demanderait des nuances entre les pays (retard scolaire anglais, absence d'armée de conscription) et selon les régions (Nord-Sud en France et Est-Ouest en Allemagne), les classes ou les croyances. La mobilisation générale de 1914, où les dissidences redoutées par les dirigeants ne se sont pas produites, permet toutefois de considérer cette affirmation approximative comme tendanciellement exacte.

l'Empire ottoman et la Russie : ils englobent des populations très inégalement et très partiellement alphabétisées aux ethnies et aux langues multiples. En partie pour ces raisons, ces empires ne résisteront pas au choc du conflit mondial qui libère leurs forces centrifuges. Sous-alphabétisée et profondément divisée par des fractures régionales, l'Italie en subira également les contrecoups sociaux et politiques.

Les trois sociétés impériales partagent un autre trait spécifique qui attise leurs rivalités. Elles justifient leur colonisation et leur volonté de domination mondiale par un devoir de civilisation et d'exportation de leurs valeurs posées comme supérieures, impérialisme culturel presque sans équivalent dans l'histoire antérieure où le dominant se contentait d'exploiter les dominés sans remettre en cause leur culture. Outre leurs territoires coloniaux, ces sociétés impériales disposent également d'une zone d'influence politique et/ou culturelle européenne ou extraeuropéenne, grâce à leurs investissements à l'étranger, à l'utilisation de leur langue par d'autres peuples ou au rayonnement international de leur culture. Cette situation de domination multiple entretient et développe au sein de leur population un complexe de supériorité superlatif par rapport au complexe de supériorité habituel des Européens du début du xx^e siècle⁷. Ce complexe n'est pas seulement, comme dans les empires ou les nations classiques, le fait des dirigeants ou des couches supérieures les plus à même de profiter des avantages que procure un espace social d'action non strictement national. Il se traduit à des degrés divers dans des croyances communes (racisme, xénophobie, vision stéréotypée des voisins et rivaux) ou dans des possibilités sociales dont sont privées les catégories équivalentes de sociétés non impériales. Au plan le plus humble, les mouvements migratoires extérieurs offrent une

7. Cf. ce témoignage sur les classes populaires de la région de Leeds dans l'entre-deux-guerres : « Tout cela allait de pair avec la certitude implicite et partout répandue que nous étions vraiment supérieurs en tant que nation, supérieurs à tous les autres, et avec l'acceptation de la monarchie, une acceptation de fait, pratiquement sans la moindre remise en question. » (R. Hoggart, *33 Newport Street. Autobiographie d'un intellectuel issu des classes populaires anglaises*, Paris, Gallimard-Seuil, « Hautes Études », 1991 [éd. originale 1988], p. 176). On pourrait facilement trouver des témoignages identiques sur l'Allemagne et la France.

deuxième chance sociale aux plus entrepreneurs, aux niveaux supérieurs, les ressources distinctives d'un capital linguistique monnayable sur un marché plus large que les autres langues confèrent un prestige culturel ou politique d'appartenance à une nation dominante à l'échelle internationale⁸.

À l'évidence, des nuances existent entre ces trois sociétés impériales, liées à leur histoire spécifique, qui seront analysées en détail dans la première partie. La Grande-Bretagne et la France ont construit leurs empires (formels ou informels) pour l'essentiel avant 1900 mais, après cette date, se trouvent en position défensive face aux nations récentes, l'Allemagne, l'Italie, et face aux ambitions de puissances extraeuropéennes (les États-Unis, le Japon). L'Allemagne, « nation retardée », est dans une situation intermédiaire entre ces deux anciennes sociétés impériales et les empires plus à l'est. Dans un laps de temps très court (moins de trente ans), elle a accumulé les moyens économiques, culturels et politiques de constituer un empire équivalent aux nations anciennes et a fondé, avant ses rivales, des institutions sociales cherchant à intégrer les groupes populaires à la société impériale. Malgré revers et échecs, elle poursuit ce projet avec constance et acharnement avant comme après 1914⁹. Ses dirigeants hésitent cependant entre deux empires possibles : outre-mer avant 1914, par l'intermédiaire de quelques colonies, d'une influence grandissante dans l'Empire ottoman et de l'entretien de ses liens avec les minorités allemandes émigrées aux États-Unis ou au Brésil ; mais aussi continental, en élargissant l'entreprise germanique en Europe centrale et orientale grâce au rôle international de l'allemand, à son prestige scientifique et culturel mondial, à la domination d'une partie de l'ancienne Pologne et à la puissance d'exportation de l'empire vers l'Europe ou les pays moins développés. C'est le fondement de la stratégie bismarckienne de la Triple puis le cauchemar sanglant du III^e Reich hitlérien.

8. Ce qu'expriment par exemple les flux d'étudiants étrangers en France et en Allemagne (pour une comparaison, cf. C. Charle, *Paris fin de siècle, culture et politique*, Paris, Le Seuil, 1998, p. 32-37).

9. Sur cette obsession impériale chez les Allemands, cf. les analyses de N. Elias, *The Germans*, trad. anglaise, Cambridge, Polity Press, 1996, notamment p. 320 (éd. allemande *Studien über die Deutschen*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp, 1991).

Origine des sociétés impériales

L'histoire rend compte des spécificités des trois sociétés impériales par rapport aux autres empires et de la dynamique qui les mène à l'affrontement. Les trois empires qui vont s'effondrer au cours de l'ère des catastrophes sont nés de l'accumulation de territoires par une dynastie sur une période relativement longue : l'Empire ottoman, l'Empire austro-hongrois et l'Empire russe ont été mis en place progressivement à partir du xv^e siècle. Les trois sociétés impériales, elles, répondent à un autre modèle, celui de l'État-nation devenue grande nation, matrice commune, avec des décalages, du Royaume-Uni et de la France, construits contre les empires traditionnels à l'époque moderne mais aussi au travers de leur conflit pour l'hégémonie aux xviii^e-xix^e siècles¹⁰. La société impériale allemande, elle, a parcouru pour ainsi dire le chemin inverse par rétrécissement de l'empire traditionnel en décadence vers une combinaison du modèle français monarchique (unification au travers d'une série de guerres de conquêtes) et du modèle britannique qui préserve un certain polycentrisme et une spécificité relative des parties récemment rattachées, tout en maintenant un rêve d'expansion (pangermanisme) qui rappelle le rêve de république universelle de la Révolution française et le mythe des frontières naturelles transformé en mythe du *Volk* allemand uni.

Ce processus de constitution convergent explique ainsi l'articulation similaire entre les trois États et leurs communautés nationales. Il est aussi au fondement de l'antagonisme profond entre les trois sociétés impériales et donc à l'origine de leur affrontement sans merci qui va déclencher l'ère des catastrophes. À la différence des empires traditionnels, la consolidation de l'identité nationale dans chaque cas s'est faite, non par le lien féodal avec le suzerain ou le souverain¹¹, qui préserve une hétérogénéité des parties ou une marge

10. Sur cette guerre séculaire franco-anglaise et son rôle dans la construction de l'État moderne des deux côtés de la Manche, cf. J. Brewer, *The Sinews of Power. War, Money and the English State 1688-1783*, New York, A. A. Knopf, 1989, et L. Colley, *Britons. Forging the Nation 1707-1837*, New Haven, Yale UP, 1992.

11. À la différence des empires, les trois pays connaissent des discontinuités dynastiques marquées (révolutions anglaise et française, fin du Saint Empire

d'autonomie des sous-ensembles (ainsi l'Empire austro-hongrois appelé de manière significative, la Double Monarchie) mais par le conflit avec la nation voisine la plus semblable. Cette rivalité constitutive s'étend sur une longue période, du Moyen Âge à la fin du XIX^e siècle, pour la France et l'Angleterre, de la fin du XVIII^e au XIX^e siècle, pour la France et la future Allemagne. Cet état de guerre prolongé a donc impliqué une unification intérieure pour rééquilibrer les pouvoirs au sein de l'État, rééquilibrage indispensable pour assurer un financement accepté et efficace de cette charge croissante des guerres par rapport à la taille de ces nations. En effet, cette charge ne peut plus être assurée, comme dans les anciens empires, en fonction d'une économie de pure prédation sur un vaste territoire ou sur une population étendue dont les statuts hétérogènes sont respectés.

Ce processus guerrier récurrent, qu'on a tendance aujourd'hui à relativiser en fonction des guerres totales plus récentes, a constamment obligé les différents régimes à mobiliser leurs ressources, leurs populations et leurs élites autour de cet objectif défini comme vital. Sont donc impliqués l'avant et l'arrière et non pas seulement des minorités spécialisées, donc potentiellement toute la société, dont les armées deviennent, peu à peu, des images en réduction. Ces phases aiguës ont laissé des traces mémorielles (héros, lieux de culte, générations entretenant le souvenir militaire), des réflexes qu'on peut réactiver (événements fondateurs commémorés, réflexes sociaux de mobilisation : volontaires, stéréotypes de l'ennemi définissant l'identité interne), des innovations institutionnelles et culturelles pour maintenir la capacité de réponse et d'unification nationales (conscription, histoire nationale transmise par l'école, église nationale, culture nationalisée, processus nouveau de recrutement des élites)¹². Ces crises nationales ont souvent été aussi à l'origine du souci de désamorcer les fractures internes en parachevant la conscience de communauté selon des modalités spécifiques dans chaque État-nation

romain germanique, substitution de la Prusse à l'Autriche comme puissance dominante de l'espace germanique).

12. La littérature étant immense sur ces thèmes, on renverra seulement à P. Nora (dir.), *Les Lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, 1984-1992, 7 vol. ; R. Samuel (éd.), *Patriotism. The Making and Unmaking of British National Identity*, Londres, Routledge, 1989, 3 vol., et aux futurs « lieux de mémoire » allemands édités par E. François (à paraître).

(la généralisation du service armé et de l'école en France et en Allemagne a ainsi suivi 1870, l'élargissement des droits politiques et des droits sociaux au Royaume-Uni a été facilité par les phases de guerre tandis qu'elles développaient le culte de l'empire et du souverain).

Sœurs ennemies

En 1914, ce qui a créé la confusion entre ces sociétés impériales à forte assise nationale et les empires traditionnels, c'est qu'elles disposent également de zones d'influence périphérique sous forme d'empires formels ou informels. Mais, contrairement aux empires traditionnels, ces zones sont elles-mêmes le prolongement du principe de concurrence entre les trois nations impériales plutôt qu'un projet expansionniste classique. À la fin du XIX^e siècle, il existe en effet un débat interne aux trois nations impériales sur la validité même du projet impérial. Les courants hostiles à l'impérialisme, notamment colonial, accusent les pro-impérialistes, non de renforcer la nation, mais de l'affaiblir en dispersant ses ressources sur des objectifs coûteux ou en oubliant de traiter les problèmes sociaux internes. Les pro-impérialistes se trouvent donc obligés de répondre sur le même terrain. Ils retournent à leur profit les arguments patriotiques au nom de la concurrence des impérialismes voisins : protection des marchés, zone d'exportation des surplus de main-d'œuvre, ressources supplémentaires pour l'avenir, rayonnement culturel international. Le discours de la grandeur nationale est travesti dans le discours impérial. En France, il s'agit de trouver aux colonies les hommes qui manquent dans la métropole face à une Allemagne à la population surabondante. Au Royaume-Uni, de s'assurer des débouchés stables alors que de nouvelles nations industrielles battent en brèche le monopole antérieur de « l'atelier du monde » et abandonnent le libre-échange¹³. En Allemagne, nation retardée, d'obtenir la

13. Sur la construction progressive de cette idéologie impériale beaucoup plus récente que l'empire colonial anglais lui-même (fin des années 1880-début des années 1890), cf. R. Koebner, H. Dan Schmidt, *Imperialism, The Story and Significance of a Political Word, 1840-1960*, Cambridge, Cambridge UP, 1964, chapitres 4 et 5.

Histoire sociale de la France au XIX^e siècle
Seuil, 1991
n. édition augmentée, 2001

Éditeur (avec Edwin Keiner et Jürgen Schriewer) de :
Sozialer Raum und akademische Kulturen
Studien zur europäischen Hochschullandschaft
im 19. und 20. Jahrhundert
À la recherche de l'espace universitaire européen
Études sur l'enseignement
supérieur aux XIX^e et XX^e siècles
Peter Lang, Francfort, 1993

Éditeur de : Histoire sociale, histoire globale ?
Actes du colloque de l'IHMC, Paris
Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1993

La République des universitaires 1870-1940
Seuil, 1994

en collaboration :
Dictionnaire des parlementaires français (1940-1958)
La Documentation française, 1988 et 1992, 1995, 3 vol.

Histoire des universités
(en collaboration avec Jacques Verger)
PUF, « Que sais-je ? », 1994

Les Intellectuels en Europe au XIX^e siècle
Essai d'histoire comparée
Seuil, coll. « L'Univers historique », 1996

Paris fin de siècle
Culture et politique
Seuil, coll. « L'Univers historique », 1998

Éditeur (avec J. Lalouette, M. Pigenet et A.-MM. Sohn) de :
La France démocratique
Mélanges en l'honneur de Maurice Agulhon
Publications de la Sorbonne, 1998

RÉALISATION : PAO ÉDITIONS DU SEUIL
REPRODUIT ET ACHEVÉ D'IMPRIMER SUR ROTO-PAGE
PAR L'IMPRIMERIE FLOCH À MAYENNE
DÉPÔT LÉGAL : MARS 2001. N° 26183 (00000)